

# BODACC

## BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

### ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.bodacc.fr](http://www.bodacc.fr)

**BODACC « A »**

**Annonce n° 3040**

**69 – RHÔNE**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE VILLEFRANCHE-TARARE**

**Jugement d'ouverture**

*Date* : 30 juillet 2026.

Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.

835 336 207 RCS Villefranche-Tarare.

**LABZ NUTRITION.**

*Forme* : Société par Actions Simplifiée.

*Activité* : production, achat, distribution, vente de tous produits liés au bien être de l'individu et la forme physique, aux activités physiques de loisir et de compétition, notamment alimentaire et tout produit dérivé, en France et à l'étranger, production, achat, distribution, vente de tous produits liés au bien être de l'individu et la forme physique, aux activités physiques de loisir et de compétition, notamment alimentaire et tout produit dérivé; et plus généralement toute activité dans le domaine paramédical, diététique, nutritionnel ou micronutritionnel et visant au bien être de l'individu et la forme physique; l'alimentation sportive, la santé, le bien être, le cadre de vie, l'environnement, l'écologie, l'hygiène, les produits biologiques et les produits agricoles transformés ou industrialisés..

*Adresse* : 420, rue Gabriel Voisin, 69400 Villefranche-sur-Saône.

*Complément de jugement* : Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 juillet 2026, désignant liquidateur la Selarl Mj Synergie Représentée par Maître Fabrice Chretien 1750 route de Riottier 69400 Limas. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la présente publication.